

# PLUS

LE PIRE GOUVERNEMENT DE L'HISTOIRE? PAS SÛR...

PAGE 5

PROMESSES  
LE TEST DE LA RÉALITÉ  
PAGE 4

VINCENT MARISSAL  
CHRONIQUE

Si vous demandez à Jean Charest de faire le bilan de santé de son gouvernement deux ans après son élection, il vous dira que les choses semblent pires qu'elles ne le sont en réalité, qu'il lui reste beaucoup de temps et que ce temps finira par lui donner raison. Malgré les sondages catastrophiques, malgré les éclaboussures du scandale des commandites, malgré les tiraillements dans son entourage, M. Charest s'accroche à sa bonne étoile.

On pourra accuser le premier ministre d'être un brin débranché, mais on ne pourra jamais dire qu'il manque d'optimisme. Ça confine même à la béatitude.

Bon, au moins le moral est bon. C'est déjà ça, parce que pour le reste, c'est pas terrible. Pourtant, quand on descend la liste des promesses du gouvernement libéral (voir texte en page 4), le bilan n'est pas si mauvais, au contraire. Le problème n'est pas là, mais plutôt dans la façon de gouverner de Jean Charest.

Que ce soit dans le dossier du CHUM, dans celui des écoles juives ou ceux des revendications étudiantes, du Suroît ou des hausses de tarifs d'Hydro-Québec, dans ses rapports avec les syndicats et quoi encore, le gouvernement Charest a un don infailible pour prendre les Québécois à rebrousse-poil.

Voyons donc, à partir des priorités établies par Jean Charest lui-même il y a deux ans, à quoi ressemble le bulletin du gouvernement libéral.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

## JEAN CHAREST DEUX ANS PLUS TARD

BULLETIN DE MI-MANDAT

3,5 / 10

### PRIORITÉ SANTÉ

Voici ce que Jean Charest disait, en mars 2003, quelques jours avant le déclenchement des élections: «Je propose un pacte à la population du Québec. Je veux que mon gouvernement et moi soyons jugés là-dessus. Au bout de notre mandat, la population aura à évaluer si on a livré ou non les engagements qu'on a pris en santé.»

- > Selon des bilans provisoires (faits, notamment, à partir des statistiques du ministère de la Santé), la situation s'améliore sensiblement dans les urgences et dans les listes d'attente en chirurgie.
- > Quant au CHUM, le débat a été long et pénible, mais un pas décisif (du moins, on l'espère) a enfin été franchi en mars.
- > Par contre, trouver un médecin de famille au Québec relève encore de l'exploit, et la promesse d'abolir les régies régionales a pris le bord.

NOTE: 0,5

### À BAS LES IMPÔTS

À force de torturer les chiffres, le gouvernement Charest est arrivé à leur faire dire n'importe quoi, y compris qu'il vous a vraiment offert des baisses d'impôts. Mais on est bien loin de la promesse initiale, soit d'alléger le fardeau fiscal des Québécois d'un milliard de dollars par année pendant cinq ans. En plus, les tarifs d'Hydro-Québec, de la SAAQ et des garderies ont augmenté. Il ne faut pas confondre tarifs et impôts, s'emparent les conseillers du premier ministre. Vrai, mais pour le modeste contribuable, le résultat est le même: il n'a pas plus d'argent dans ses poches qu'en 2003. Probablement moins.

NOTE: 0

### DÉPASSÉ, LE MODÈLE QUÉBÉCOIS

Jean Charest voulait chambouler le modèle québécois, moderniser l'appareil gouvernemental, mettre fin à l'interventionnisme de l'État et ouvrir la porte au privé. On a beaucoup parlé des fameux PPP (partenariats public-privé), mais il ne s'est finalement à peu près rien passé. Encore une fois, le gouvernement Charest n'était pas prêt et il a braqué bien du monde pour rien. Les PPP ont du plomb dans l'aile, la SGF est toujours là et l'interventionnisme de l'État aussi.

NOTE: 0

### UN QUÉBEC FORT DANS UN CANADA UNI

S'il y a un secteur où Jean Charest a rempli ses promesses, c'est bien celui des relations fédérales-provinciales et interprovinciales. En fait, M. Charest a connu plus de succès à Ottawa qu'à Québec au cours des deux dernières années.

- > Son Conseil de la Fédération a suscité bien des doutes au moment de sa création, mais ce regroupement des provinces est rapidement devenu un instrument efficace de négociation avec Ottawa.
- > Sa bataille contre le déséquilibre fiscal a fait des petits, à Queen's Park, notamment, où le premier ministre Dalton McGuinty s'est aussi mis de la partie. Québec a aussi tenu son bout et obtenu, finalement, une entente sur les congés parentaux (on dira que les libéraux n'ont fait que finir ce que les péquistes avaient commencé, mais les négos n'allaient nulle part à Ottawa et il aura fallu faire preuve de ténacité).
- > M. Charest a aussi obtenu, à la surprise générale, une «clause Québec» dans la fameuse entente asymétrique en santé, négociée en septembre entre les provinces et le gouvernement fédéral. Soyons franc: on ne lui a pas donné tout le crédit qui lui revenait alors. Voilà, c'est fait.

NOTE: 1



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

SUITE EN PAGES 2 ET 3

# PLUS

# LES PROCHAINS MOIS SERONT CRUCIAUX

## POUR L'AVENIR DE JEAN CHAREST

DENIS LESSARD et KARIM BENESEAIEH

«On garde le cap!» À chaque réunion de son caucus des députés, Jean Charest ne rate pas l'occasion de fouetter ses troupes. Il parvient, devant les élus, à conserver un enthousiasme sans mélange. Mais cette assurance est de moins en moins contagieuse, et plusieurs sont passablement perplexes face à la stratégie d'un pilote qui, sondage après sondage, ne parvient pas à redresser l'appareil. «M. Charest il est minuit moins cinq! C'est ça que je lui dirais s'il était devant moi!» résumait cette semaine Ronald Poupart, un vétéran libéral de l'époque Bourassa. M. Poupart est charitable. Chez les autres bonzes du PLQ, on se refuse à remettre publiquement en question un premier ministre en exercice. Mais on ne s'en prive pas sous le couvert de l'anonymat. «Y a-t-il un seul dossier qui a bien fonctionné?» résume-t-on. La même inquiétude, la même impatience sont perceptibles chez les députés. À chaque réunion de caucus, le nombre des absents augmente, confie un élu. Bien des libéraux font la même prédiction : Jean Charest devra vite trouver la recette pour renouer avec l'électorat, sinon il se trouvera en bien mauvaise posture. Il n'a en fait que quelques mois. Certains parlent de juin, d'autres de l'automne... Advenant que M. Charest parte, il faudra alors déterminer qui pourrait être calife à la place du calife. Qui serait susceptible de remplacer le premier ministre au pied levé. Brefs portraits de nos *papabili*.

### PHILIPPE COUILLARD UNE RECRUE QUI OPÈRE

Les caciques du PLQ ne jurent plus que par Philippe Couillard. Il faut dire qu'en «mettant son poing sur la table» dans le dossier du CHUM, il a pris la mesure de son patron. En abdiquant, Jean Charest a du même coup profondément déçu une partie de Québec inc., qui avait publiquement pris position pour le projet d'Outremont.

Philippe Couillard a un jugement sûr – on ne lui connaît aucune déclaration controversée. Il sait garder son sang-froid mais ne fréquente guère le «salon des députés» et est vu comme quelqu'un d'assez froid et distant. On raconte que l'ancien député d'Orford, Robert Benoit, s'était même opposé à ce que sa circonscription, rurale, soit confiée à ce médecin cérébral de Sherbrooke. On le fit finalement atterrir dans le fief douillet de Mont-Royal. La popularité évidente de M. Couillard dans les sondages lui assurerait des appuis aussi importants que rapides. Sans compter qu'il reste trois ans avant les prochaines élections, font valoir des libéraux qui, déjà, voient «Philippe» dans leur soupe.

**PORTRAIT**  
Philippe Couillard s'est imposé à la tête d'un ministère à haut risque, celui de la Santé. Ce neurochirurgien de 48 ans travaillait au

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke quand Jean Charest le recruta. Il s'est rapidement distingué par sa profonde connaissance des dossiers et une habileté réelle dans le jeu politique. Apprécié au sein du réseau de la santé, cet homme costaud jouit d'une popularité croissante. Le récent feuilleton du CHUM, où on estime qu'il a réussi à faire plier Jean Charest en faveur du site du 1000, rue Saint-Denis, en a fait un sérieux rival pour son propre chef. M. Couillard ne s'est jamais ouvertement dit intéressé à prendre la tête du Parti libéral. Il ne dispose d'aucune machine politique au sein de la formation.

### YVES SÉGUIN DES CHIFFRES ET DES PRINCIPES

Yves Séguin se voit remplacer le premier ministre et n'a rien à perdre. Limogé des Finances, le député d'Outremont deviendra un cilice pour Jean Charest. Les journalistes sollicitent déjà ses réactions au premier budget de Michel Audet. Naviguant totalement à l'instinct sans trop de stratégie, M. Séguin est parvenu par son départ à assombrir un remaniement qui voulait marquer la relance du gouvernement Charest. Sans une hésitation il a brandi

des citations de Robert Bourassa, un mot de passe chez bien des libéraux qui en on soupé du virage «néo-conservateur» qu'on leur a fait avaler pour atteindre le pouvoir. Son principal handicap : il n'est pas perçu comme un homme d'équipe. On ne lui connaît guère d'appuis.

**PORTRAIT**  
Salué comme le candidat vedette de Jean Charest au printemps 2003, le fiscaliste Yves Séguin est tombé en disgrâce moins de deux ans plus tard. Né à Val-d'Or en 1951, avocat de formation, il entre en politique en 1985, mais claque la porte du gouvernement Bourassa en 1990 pour protester contre sa décision d'harmoniser la taxe de vente québécoise à la TPS. De retour aux affaires, M. Charest lui confie le ministère des Finances en 2003. Mais ses nombreuses déclarations lui créent des inimitiés au sein du cabinet, et le premier ministre lui retire les Finances lors du remaniement de février dernier. Relégué depuis à l'arrière-ban, il demeure, au gré des sondages, le candidat le plus sérieux à la succession après Philippe Couillard.

### JEAN-MARC FOURNIER POMPIER DE SERVICE

Jean-Marc Fournier aurait le talent mais pas la détermination, et sa femme n'aime guère la vie publique. Mais son nom est toutefois mentionné par certains.

**PORTRAIT**  
Daniel Johnson et Jean Charest en ont fait leur homme de confiance, lui confiant les mandats brûlants depuis 1994. C'est lui qui a hérité du dossier constitutionnel dans les mois précédant le référendum de 1995. Plus récemment, il a tenté de sortir son gouvernement du bourbier des défusions municipales. En février dernier, au moment où la grogne étudiante s'amplifie, on le nomme ministre de l'Éducation. Né en 1959 à Châteauguay, élu pour la première fois en 1994, cet avocat s'est bâti une réputation de travailleur infatigable et à l'écoute de son entourage. Loyal à Jean Charest, il ne se lancera vraisemblablement pas dans la course tant que son chef sera en place.

### PIERRE PARADIS LE RETOUR AUX VALEURS LIBÉRALES

Pierre Paradis prépare quant à lui sa vengeance. Pour la première fois il y a quelques semaines, il a pris la parole à un caucus des députés; c'était pour critiquer la décision quant aux bourses d'études. Les initiés ont compris que c'était une déclaration de guerre. Paradis ne parle pas pour rien. S'il ouvre son jeu, c'est qu'il a décidé de passer à l'attaque, explique-t-on. M. Paradis peut compter sur une poignée de disciples, un clan inébranlable qui l'a accompagné tout au long de sa carrière. Il n'aurait guère de chances d'obtenir les commandes du PLQ, mais un prochain chef ne pourra, comme l'a fait à ses risques Jean Charest, ne pas tenir compte du baron de Bedford.

**PORTRAIT**  
Pierre Paradis a été ministre dans tous les gouvernements libéraux entre 1985 et 1994. Sa bonne étoile a toutefois considérablement pâli depuis avril 2003, puisque Jean Charest ne lui a donné aucun titre ni ministère. Il demeure un symbole pour nombre de libéraux nostalgiques de l'ère Bourassa, qui voient en lui un défenseur des valeurs libérales plus convaincant que Jean Charest. Né en Estrie en 1950, licencié en droit, transfuge de l'Union nationale, a été élu sans interruption dans Brome-Missisquoi depuis 1980.

### CLAUDE BÉCHARD RENDEZ-VOUS EN 2010

Claude Béchar, enfin. Le nouveau ministre du Développement économique est un politicien particulièrement talentueux si on tient compte de son jeune âge. Il n'a commis qu'une gaffe, décocher un coup de pied à son ex-collègue Yves Séguin qui était déjà au tapis le jour du remaniement. Depuis il a mille fois expliqué que cette attaque vicieuse lui avait été inspirée par le cabinet de M. Charest.

**PORTRAIT**  
Il y a 10 ans, Claude Béchar faisait ses premières armes en politique à titre de conseiller au cabinet de Daniel Johnson. Il deviendra

## JEAN CHAREST DEUX ANS PLUS TARD

VINCENT MARISSAL

suite de la page 1

### COHÉSION, COHÉRENCE, PAIX SOCIALE

Il y a quelques semaines à peine, un grand débat s'est engagé au Québec sur le thème : le gouvernement de Jean Charest est-il le pire de l'histoire du Québec? Le fait qu'on soulève la question en dit long sur l'image de cette administration. S'il est trop tôt pour affirmer que c'est, en effet, le pire gouvernement de l'histoire, on peut dire sans trop se tromper que c'est l'un des gouvernements les plus mal partis.

Pourtant, le gouvernement Charest s'est assez bien sorti du bourbier des défusions municipales, au point où on croyait que cela lui servirait de rampe pour enfin décoller.

Difficile de dire comment un gouvernement peut être aussi impopulaire après seulement deux ans. Difficile aussi de mettre le doigt sur un bobo précis. On a l'impression désagréable que Jean Charest n'est pas sur la même longueur d'onde que ses concitoyens, qu'il n'est pas synchrone avec la société québécoise.

C'était particulièrement frappant dans le dossier du financement des écoles juives et, plus récemment, avec la grève étudiante.

Le plan vert du ministre Thomas Mulcair a été généralement bien accueilli, mais ce rare bon coup a vite été noyé par les trop nombreux ratés et par le sentiment général que ce gouvernement navigue à vue en plein brouillard.

Dernier exemple en date : ce projet de priver les assistés sociaux de 150 millions. Pas fort comme idée. Tout ça pour donner aux Québécois de ridicules baisses d'impôts dont ils sont prêts à se passer.

NOTE : ○

### SUIVEZ LE CHEF

Les Québécois aiment les chefs politiques forts, charismatiques, déterminés, passionnés, des traits cruellement absents chez Jean Charest. Ça aussi, ça explique beaucoup le gouffre qui le sépare de ses concitoyens. On a l'impression qu'une moitié de Jean Charest est restée à Ottawa et que l'autre moitié n'est pas encore arrivée à Québec.

Même ses propres députés désespèrent de voir le vrai Jean Charest se lever. Mais le temps presse. Si la situation ne s'améliore pas pour les libéraux d'ici la fin de l'année, Jean Charest est en danger, indiquent des libéraux influents. D'autres, moins patients, ont fait une croix sur leur chef et cherchent déjà un remplaçant. À peine deux ans après avoir pris le pouvoir (un premier mandat), il est rare de voir un parti préparer la succession de son chef.

NOTE : ○

BIEN DES LIBÉRAUX FONT  
LA MÊME PRÉDICTION:  
JEAN CHAREST DEVRA  
VITE TROUVER LA RECETTE  
POUR RENOUER  
AVEC L'ÉLECTORAT,  
SINON IL SE TROUVERA  
EN BIEN MAUVAISE POSTURE.

député de Kamouraska-Témiscouata en 1997 et héritera en 2003 du portefeuille de l'Emploi, de la Solidarité et de la Famille. Il se démarque par son franc parler et est l'un des politiciens les plus en vue de la nouvelle garde libérale. Il est né à Saint-Philippe-de-Néri, dans le Bas-Saint-Laurent, en 1969, et a reçu un doctorat en administration publique de l'Université Laval en 1999. On lui prête des ambitions à la direction du parti à long terme.

ET SI LA RELÈVE VENAIT  
DE L'EXTÉRIEUR DU PLQ?

**JEAN LAPIERRE**



L'actuel ministre fédéral des Transports, Jean Lapierre, a flirté avec la possibilité de se présenter à la tête du Parti libéral du Québec au milieu des années 90. Des libéraux considéraient que, comme chef, il amènerait un nouveau souffle au parti. C'était avant le couronnement de Jean Charest.

**PIERRE PETTIGREW**



Pierre Pettigrew, actuel ministre des Affaires étrangères à Ottawa, a été pressenti pour remplacer Jean Charest en juin 2002. Le PLQ venait de subir quatre défaites en autant d'élections partielles. Le principal intéressé s'était montré évasif. Ce comptable de formation, né en 1951 à Québec, est député de la circonscription fédérale de Papineau depuis 1996.



**EN CHIFFRES**

DATE DES DERNIÈRES ÉLECTIONS

**14 avril 2003**

DÉPUTÉS ÉLUS

**PLQ: 76**

**PQ: 45**

**ADQ: 4**

DATE DES PROCHAINES ÉLECTIONS

Selon la tradition: **printemps 2007**

Dernière limite: **17 avril 2008**

PHOTO: JACQUES BOISSINOT, PC

BULLETIN DE MI-MANDAT

3,5 / 10

**LE QUÉBEC DANS LE MONDE**

Missions commerciales en Chine et en Inde, nouvelle tournée avec le premier ministre français, visites aux États-Unis, l'agenda international de Jean Charest sera chargé au cours des prochains mois (il est déjà planifié jusqu'en février 2006!). Si jamais les choses tournent très mal pour lui à Québec, Jean Charest pourra toujours se tourner vers une carrière internationale, un domaine qui lui réussit mieux que le poste de premier ministre.

Souvent accusé, à tort, d'être mou devant Ottawa, Jean Charest mène la bataille pour que le Québec occupe une place plus grande dans les grands forums internationaux, notamment dans le domaine culturel. À en juger par l'agacement des libéraux à Ottawa, Jean Charest doit être sur la bonne voie.

NOTE: 1

**QUELLE FAMILLE?**

Les péquistes ont réussi, lors de la dernière campagne électorale, à imposer le thème de la conciliation travail-famille. Entraîné de force sur ce terrain très populaire, Jean Charest se devait de réagir. Ce qu'il a fait en promettant le gel des garderies à 5\$ par jour. Une fois au pouvoir, il s'est empressé de revenir sur sa promesse et a augmenté le tarif à 7\$. Personne ne pouvait décemment exiger le gel à 5\$. Pourquoi l'avoir promis, alors? Par pur électoralisme? Et pourquoi prendre le réseau des centres de la petite enfance de front? Parce que c'était l'héritage du PQ? Ou parce que les libéraux n'avaient pas de politique de la famille et qu'ils improvisaient? Ou parce que dans l'esprit conservateur de Jean Charest, le privé fait nécessairement mieux que l'État, y compris dans les services à la petite enfance? Ou toute ces réponses?

NOTE: 0

**LE BILAN ÉCONOMIQUE**

Quand l'économie va mal, on blâme généralement le gouvernement, même si ce n'est pas sa faute, d'ailleurs. Quand elle va bien, il faut bien lui donner un peu de crédit, même s'il n'a pas grand-chose à voir là-dedans.

L'économie du Québec pourrait tourner mieux, mais elle n'est pas en plus mauvaise santé qu'il y a deux ans. Heureusement pour Jean Charest. Il ne manquerait plus qu'une hausse marquée du chômage ou une récession pour l'achever.

NOTE: 1

**NOUS SOMMES PRÊTS!**

Est-il vraiment nécessaire d'en rajouter?

NOTE: 0

## PLUS

# ENTRE LES PROMESSES ET LA RÉALITÉ

**DEUX ANS APRÈS** L'ARRIVÉE AU POUVOIR DU GOUVERNEMENT CHAREST, QU'EN EST-IL DES PROMESSES DE LA DERNIÈRE CAMPAGNE ÉLECTORALE ? COMBIEN ONT ÉTÉ RÉALISÉES, RENIÉES OU SONT SIMPLEMENT EN ATTENTE ? KARIM BENESSAIEH A REMONTÉ LE TEMPS POUR NOUS ET COMPARÉ LES ENGAGEMENTS D'ALORS AVEC LA RÉALITÉ D'AUJOURD'HUI.

## PROMESSES TENUES

### SANTÉ

- › **Abolir les régies régionales.** Les **18 régies** ont été remplacées par **15 agences** intégrant les CLSC, les CHSLD et les hôpitaux d'un même territoire.
- › **Hausser** le budget de la Santé de **6,23 milliards** en six ans, + 2,2 milliards (à 20,1 milliards en 2004), hausse de **12,2%**
- › **Abolir** les quotas imposés aux spécialistes.
- › **Hausser** le nombre d'admissions dans les facultés de médecine, **embaucher** plus de médecins, **permettre** le recrutement de plus de médecins étrangers.
- › **Les admissions** sont passées de **668** en 2002-2003 à **734** l'année suivante. Le nombre de médecins a augmenté de **136** en 2004, et se maintient à 16 000. **135 médecins étrangers** ont été admis en 2004, en légère hausse.



PHOTO PC

### ÉDUCATION

- › **Porter de 23,5 à 25** le nombre d'**heures d'enseignement** au primaire à compter de septembre 2006.
- › **Enseignement de l'anglais** dès la première année primaire à compter de septembre 2006.
- › **Produire un bulletin des écoles.** On peut consulter les statistiques de chaque école — sans classement — au site [www.meq.gouv.qc.ca/donneesparecole](http://www.meq.gouv.qc.ca/donneesparecole)
- › **Augmenter de 240 millions** le budget des **universités** en cinq ans. Les budgets de 2003 et 2004 ont déjà accru le financement des universités de **205 millions**.
- › **Maintien** du gel des droits de scolarité à l'université. **Statu quo** jusqu'à présent.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

### DIVERS

- › **Gel des dépenses** des ministères, à l'exception de la Santé et de l'Éducation.
- › **Hausses de 5,1% et 3,7%** pour la **Santé et l'Éducation** dans le budget 2004-2005. La croissance des **autres ministères** a été limitée à **0,5%**.
- › **Ouvrir les discussions** avec les élus locaux.
- › **Création** des Conférences régionales des élus.
- › **Tenir une enquête publique** sur l'état des **forêts** et nommer un Vérificateur des forêts. **La commission Coulombe** a recommandé de réduire les coupes de résineux et de nommer un « chef forestier ». **En cours de réalisation.**
- › **Création de 3000** nouvelles places dans les **garderies privées** la première année et de **15 000** nouvelles places à terme dans le réseau. Depuis le 31 mars 2003, on compte **21 617** places supplémentaires. **Plus des trois quarts** — soit 16 430 — de ces nouvelles places relèvent des **CPE**.
- › **La Révision du Code du travail** pour faciliter la sous-traitance.

## PROMESSES BRISÉES

- › **Réduire d'un milliard** par année pendant cinq ans le **fardeau fiscal** des particuliers, et ramener le **taux de taxation** des Québécois à la moyenne canadienne. Les deux premiers budgets ont retourné environ **un milliard** aux contribuables. Ces **baisses** ont toutefois été accompagnées de **hausse**s de tarification — électricité et garderies notamment.
- › **Demander** un vote secret lors des accréditations syndicales. Le gouvernement n'a encore rien fait.
- › **«Stabiliser»** la hausse des primes **d'assurance médicaments**. La contribution est passée de **422\$ à 494\$** entre l'arrivée au pouvoir du gouvernement Charest et le 1<sup>er</sup> juillet 2004.
- › **Mise sur pied** de services de mentorat et d'**aide aux devoirs**. Le budget 2004-2005 proposait **des miettes**, 10 millions, pour l'**aide aux devoirs**. Aucune mention du mentorat.
- › **Maintenir** les services de garde à **5\$** par jour. Le tarif **est passé à 7\$** dès novembre 2003.
- › **Réduire** le nombre d'organismes, de ministères et de sociétés d'État, en revoir tous les mandats. La révision devrait aboutir à l'abolition d'une **vingtaine de petits comités**. Aucun grand organisme ou ministère n'est visé.

## PROMESSES EN ATTENTE

- › **Faire des partenariats public-privé** un « levier de développement ». Les projets de **PPP** sont encore embryonnaires et fortement contestés.
- › **Santé : réduire les listes d'attente** en faisant appel aux cliniques privées et spécialisées. Le nombre de patients sur les listes d'attente est passé **de 117 501** le 30 mars 2003 à **114 462** le 5 janvier 2005, une baisse de **2,6%**.
- › **Créer** un ordre professionnel des **enseignants**. Le gouvernement a **reculé** devant la levée de boucliers des profs mais reste décidé à l'**instaurer**.
- › **Mise en place** d'un gouvernement en ligne. Ajout de quelques services et désignation d'un ministre délégué au gouvernement en ligne.
- › **Automobile : abolir** le régime sans égard à la responsabilité (*no fault*). Une commission parlementaire pourrait étudier la question d'ici juin.
- › **Instaurer** une formule de **scrutin proportionnel**. Un projet de loi déposé en décembre prévoit un système mixte, qui ne sera pas appliqué avant 2011.

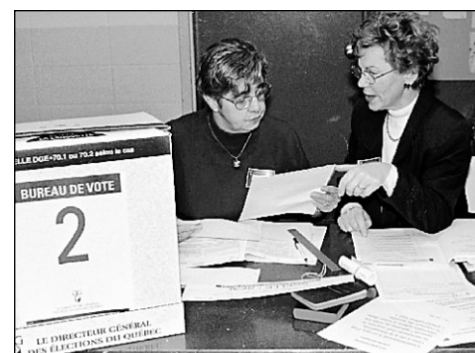


PHOTO PC



Splendeurs et misères : Jean Lesage, flanqué de ses ministres René Lévesque et Paul Gérin-Lajoie, lors de la réélection de l'équipe libérale en novembre 1962 (photo de gauche) ; Robert Bourassa assiste avec son homologue fédéral Pierre-Elliott Trudeau aux funérailles de son ministre Pierre Laporte, à l'automne de 1970 (photo de droite).

# Splendeurs et misères des anciens gouvernements

Pour certains, le gouvernement Charest est le pire de toute l'histoire du Québec. Ce n'est toutefois pas la première administration qui connaît des moments difficiles, comme en témoigne ce court rappel historique sur les grandeurs et misères des gouvernements qui se sont succédé depuis la Révolution tranquille.

ANDRÉ DUCHESNE

## JEAN LESAGE Parti libéral du Québec 1960-1966

### Le grand bond en avant

Quarante ans après son règne, le père de la Révolution tranquille présente un bilan impressionnant. Son gouvernement a créé les ministères de l'Éducation et de la Culture, le Régime des rentes du Québec, la Caisse de dépôt et placement et la Société générale de financement. Sous l'influence de René Lévesque, il nationalise des compagnies d'électricité. Des impairs ? Sans doute un excès de confiance et une attitude que certains qualifiaient d'arrogante. Il est défait au scrutin de juin 1966, en dépit d'un nombre de voix plus élevé que l'Union nationale.

## DANIEL JOHNSON PÈRE Union nationale 1966-1968

### Égalité ou indépendance

Johnson poursuit les réformes jusqu'à son décès, le 26 septembre 1968. Il caresse l'idée de récupérer d'Ottawa tous les impôts directs, en vain. M. Johnson crée le ministère des Affaires intergouvernementales, et lui donne un mandat international. Le Québec (sans Ottawa) participera ainsi à une conférence sur l'éducation à Libreville, au Gabon.

## JEAN-JACQUES BERTRAND Union nationale 1968-1970

### Le piège linguistique

On lui doit la création du ministère de l'Immigration, de l'Université du Québec, de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP) et du ministère des Communications. L'adoption de la loi 63, qui accordait aux parents le libre choix du français ou de l'anglais comme langue d'enseignement, attisera la colère des nationalistes et ternira la fin de son mandat à coups de manifestations et de pétitions.

## ROBERT BOURASSA Parti libéral du Québec 1970-1976

### Cauchemars à répétition

Le premier gouvernement de Robert Bourassa fut marqué par le développement de la Baie-James et le sauvetage des Jeux olympiques de Montréal en 1976. Autres innovations : la mise sur pied du régime d'assurance maladie et l'aide juridique. Son gouvernement devra cependant composer avec la crise d'octobre 1970, une crise sociale en 1972, le saccage de la Baie-James, l'adoption de la controversée loi 22 sur la langue française, jugée trop timide par les nationalistes, et son refus de signer la Charte de Victoria qui provoqua la colère des fédéralistes.

## RENÉ LÉVESQUE Parti québécois 1976-1981 et 1981-1985

### La lune de miel

### et la descente aux enfers

Loi 101, assurance automobile, Loi sur la protection du territoire agricole, assainissement du financement électoral... Le premier mandat de René Lévesque est prolifique. Mais après l'échec du OUI au référendum de 1980 et la nuit des longs couteaux de novembre 1981, où le Québec se retrouve isolé sur la question constitutionnelle, il amorce une longue traversée du désert : ralentissement économique, surchauffe des taux d'intérêt, décret gelant les salaires dans la fonction publique.

## PIERRE MARC JOHNSON Parti québécois 1985

### Passage éphémère

Durant son très court mandat de 70 jours, à la fin de 1985, Pierre Marc Johnson annonce la construction d'une usine d'assemblage de voitures Hyundai à Bromont. Trop peu trop tard pour un gouvernement usé par neuf ans de pouvoir.

## ROBERT BOURASSA Parti libéral du Québec 1985-1994

### La Constitution dans les câbles

Le second mandat de Robert Bourassa est largement dominé par la question constitutionnelle : d'abord

l'accord avorté du lac Meech, suivi de l'entente de Charlottetown, rejetée par référendum. Ce deuxième mandat est aussi marqué par la crise autochtone de l'été 1990 et par la réforme de la fiscalité municipale, souvent décriée.

## DANIEL JOHNSON FILS Parti libéral du Québec 1994

### Un gouvernement fatigué

Son règne sera presque aussi éphémère que celui de son frère : huit mois et deux semaines. M. Johnson a dû porter comme un boulet neuf années d'administration libérale, marquées par un chômage élevé et d'importantes hausses de taxes et d'impôts. D'importantes compressions dans la fonction publique et certaines privatisations controversées (Mont Sainte-Anne, Sidbec-Dosco) ont scellé le sort de M. Johnson.

## JACQUES PARIZEAU Parti québécois 1994-1996

### Une amère défaite

De son court mandat d'un an, on retient l'abandon du projet de développement hydroélectrique de Grande-Baleine, la disparition des Nordiques de Québec et l'aménagement d'une résidence de fonction pour le premier ministre à Québec. Mais, surtout, la défaite de justesse du OUI au référendum de 1995.

## LUCIEN BOUCHARD Parti québécois 1996-2001

### Des années de tiraillements

Une des réalisations qui marqueront les cinq années de Lucien Bouchard fut l'adoption de la loi antidéficit. Il a souvent été à couteaux tirés avec l'aile radicale du Parti québécois, et a aussi dû affronter la crise du verglas de janvier 1998. On lui doit l'adoption de la Loi sur l'équité salariale, la création du régime d'assurance médicaments et les garderies à cinq dollars.

## BERNARD LANDRY Parti québécois 2001-2003

### L'usure du pouvoir

M. Landry règle le vieux contentieux avec les orphelins de Duplessis et signe la paix des Braves avec les nations criées. La création d'emplois va bon train, mais la piètre performance de la Caisse de dépôt et placement, couplée aux coûts pharaoniques de la construction de son nouveau siège social, retiennent l'attention. Tout comme les fusions municipales forcées, qui ont coûté un certain nombre de circonscriptions au Parti québécois.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : andre.duchesne@lapresse.ca



CLAUDE PICHER

## Baisses d'impôts : un engagement non tenu

Si est une promesse qui a fait couler beaucoup d'encre lors de la campagne électorale d'il y a deux ans, c'est bien celle de Jean Charest visant à baisser les impôts des Québécois d'un milliard par année pendant cinq ans.

Au moment où Michel Audet, le nouveau ministre des Finances, planche sur le prochain budget, cette promesse semble plus éloignée que jamais. Deux semaines à peine après sa nomination, le ministre lui-même a déclaré que l'engagement des libéraux visait simplement à ramener le fardeau fiscal des Québécois au niveau de la moyenne canadienne.

Était-ce réaliste, pour M. Charest, de promettre de telles baisses d'impôts ? Dans leur programme électoral, les libéraux s'engagent en toutes lettres à ramener le fardeau fiscal des Québécois au niveau de la moyenne canadienne en cinq ans.

dès le dépôt de son premier budget, un plan de réduction de l'impôt des particuliers d'un milliard de dollars par année pendant cinq ans. » Cet objectif n'était pas aussi irréaliste qu'on pourrait le croire. Sur une base cumulative, il s'agissait d'une baisse de 15 milliards.

Deux ans plus tôt, le ministre fédéral des Finances de l'époque, Paul Martin, avait annoncé des baisses d'impôts de 100 milliards

### Après deux ans de pouvoir, les libéraux n'ont pas encore rempli leur promesse, et cela semble bien mal parti pour les années à venir.

en cinq ans, et personne n'a contesté ses chiffres. En Ontario, le gouvernement de Mike Harris avait réussi à tenir le pari de baisser les impôts de 30 % au cours d'un premier mandat. La plupart des autres gouvernements provinciaux, y compris les néo-démocrates en Saskatchewan et les péquistes au Québec, ont également annoncé des

baisses d'impôts à la même époque. Il apparaît évident aujourd'hui que certains y sont allés un peu fort. Mais cela, on ne le savait pas encore il y a deux ans, et le contexte était nettement favorable aux baisses d'impôts.

Les libéraux ne faisaient en somme que suivre la vague populaire de l'époque. Selon leur document, les revenus budgétaires du gouvernement québécois devraient aug-

menter en moyenne de 4,5 % par année entre 2004-2005 et 2008-2009. Cela rapporterait 2,5 milliards de plus la première année, et 2,9 milliards de plus en 2008-2009.

Ces projections épousent d'assez près les résultats des années précédentes. Entre 1997-1998 et 2003-2004, les revenus du gouver-

nement ont augmenté en moyenne de 4,6 % par année. Ces chiffres comprennent les revenus autonomes (taxes et impôts, dividendes des sociétés d'État) et les transferts fédéraux. Autrement dit, du simple fait de la croissance économique, les recettes du gouvernement augmentent automatiquement. En n'effectuant aucun remboursement de la dette et en gelant les dépenses de tous les ministères (à l'exception de la Santé et de l'Éducation), les libéraux pouvaient raisonnablement espérer dégager une marge de manoeuvre suffisante pour financer leur promesse.

Les libéraux se sont aperçus qu'il n'était pas si facile que cela de geler les budgets de tous les ministères, de composer avec l'explosion des dépenses de santé et des paiements de péréquation moins élevés que prévus. C'est ainsi que la stratégie a plus ou moins marché la première année.

Dans son budget de mars 2004, le ministre des Finances de l'époque, Yves Séguin, annonçait des

baisses d'impôts de un milliard, avec une importante réserve : elles n'allaient entrer en vigueur qu'un an plus tard, en 2005. D'autre part, les authentiques baisses d'impôts ne totalisaient que 219 millions ; le reste du milliard était englouti dans des programmes sociaux.

Au total, le ministre a effectivement réussi à dégager un milliard, mais il ne s'en est pas servi pour baisser les impôts, du moins pas dans le sens décrit dans le programme libéral. Il s'agit donc d'une promesse non tenue.

Cette année, le ministre Audet grâce ses fonds de tiroirs en espérant dégager assez d'argent pour annoncer des baisses d'impôts. Par exemple, tous les contribuables détenant un emploi pouvaient, il y a de cela des années, déduire 1000 \$ de leur revenu imposable. Cette réduction a été supprimée. Au ministère des Finances du Québec, on jongle avec l'idée de la rétablir. Reste qu'après deux ans de pouvoir, les libéraux n'ont pas encore rempli leur promesse, et cela semble bien mal parti pour les années à venir.

## PLUS

## DES OH! ET DES BAH!

La chronique ironique qui voit et entend tout... à sa façon

## DES CHIFFRES QUI PARLENT

**2** Nombre de têtes d'un bébé égyptien, Manar, qui vient de subir avec succès une opération pour retrouver une apparence normale. On lui dira plus tard que deux têtes valent mieux qu'une.

**2000**

Nombre de coups de fouet auxquels ont été condamnés quatre hommes appréhendés par la police saoudienne lors d'un rassemblement homosexuel à Djeddah.

**35 000**

Nombre d'articles écrits sur le pape Jean-Paul II au lendemain de sa mort.

## ICI ET AILLEURS

## QUÉBEC

## Modernisation tranquille

Avec la grève des étudiants et les moyens de pression des enseignants, l'ex-ministre de l'Éducation Pierre Reid ne doit pas regretter ses anciennes responsabilités. Reste à voir ce qu'il fait à la tête du nouveau ministère des Services gouvernementaux (MSG), qu'il ne faut pas confondre avec l'autre MSG, ou glutamate monosodique, un rehausseur de saveur souvent utilisé dans les restaurants chinois. Le MSG «a pour mission de faire progresser activement et concrètement la modernisation de l'État», explique son site Internet. À part cette brève description, on y trouve la biographie de M. Reid et du ministre délégué, des liens vers quelques sites gouvernementaux et... c'est à peu près tout. Savoureux.

## ALLEMAGNE

## Solde d'emplois

Vous cherchez une façon de sabrer vos coûts de main-d'oeuvre ? Tournez-vous vers [www.jobdumping.de](http://www.jobdumping.de), un site Internet unique qui permet de mettre aux enchères des emplois. La personne qui se dit prête à occuper un poste donné pour le plus faible salaire emporte la mise. Depuis sa création en novembre, il aurait permis à quelque 13 000 personnes de trouver un emploi. «Le coût du travail est invraisemblablement élevé en Allemagne, comparé aux autres pays d'Europe. Il faut une révision complète», s'est justifié son créateur, Fabian Loew, dans l'hebdomadaire *Die Zeit*. «On dirait un marché aux esclaves», a dénoncé un politicien. Bien vu.

## ÉTATS-UNIS

## Artiste pénétrant



PHOTO REUTERS

Un adepte de graffitis anglais a réussi à exposer ses oeuvres dans quatre des musées les plus renommés de New York en les introduisant à l'insu des gardiens de sécurité. Banksy, qui n'a pas divulgué son vrai nom, a notamment introduit dans le Metropolitan Museum of Art une coccinelle portant des missiles sur son dos qui est demeurée accrochée plusieurs jours dans le «hall de la biodiversité». Il a aussi réussi à afficher au Brooklyn Museum une toile représentant un officier militaire qui pose, une cannette de peinture à la main, face à des graffitis antiguerrre. L'artiste, qui a déjà réussi une manoeuvre similaire au musée du Louvre, à Paris, et à la Tate Gallery de Londres, n'a pas voulu tenter le même manège au Guggenheim. «J'aurais été obligé d'exposer entre deux Picasso. Je ne suis pas assez bon pour ça», a-t-il déclaré. Modeste, va.

## ILS, ELLES ONT DIT...

## Imagé

«La prochaine fois que je fais l'amour, j'aimerais bien que ce ne soit pas à Bordeaux avec quelqu'un qui s'appelle Ti-Louis.»

— Un employé non identifié d'une agence de publicité québécoise expliquant à son patron qu'il ne veut pas prendre part à des activités malhonnêtes.

## Émerveillé

«Et dire qu'ils sont tous à moi. Il y a eu simplement une délocalisation de l'arrière vers l'avant.»

— Le premier ministre italien, Silvio Berlusconi, parlant de ses nouveaux implants capillaires qui feraient, selon lui, des jaloux parmi ses homologues européens.

## Intrigant

«S'è trè z'important de prévenir lè z'insandi pars k'il i a bokou de viktim dè feu chak ané.»

— Extrait du site de la Ville de Montréal traduit en «orthographe alternative» pour les personnes souffrant «d'incapacités intellectuelles».

## EN HAUSSE... EN BAISSÉ



PHOTO CP

## » JOHN GOMERY

Le sympathique explorateur des turpitudes politico-publicitaires québécoises a l'ordonnance de non-publication limitant la diffusion des témoignages de certains acteurs clés du scandale des commandites. S'il continue comme ça, il va devenir aussi populaire que Jean Brault.

## » DANIEL TURP

Le député de Mercier sort un livre *Nous, peuple du Québec*, où il présente un projet de constitution pour un éventuel Québec souverain avec, en page frontispice, une grande photo de... lui-même. «L'État, c'est moi !», comme disait Louis XIV ?

## Les conflits sont-ils solubles dans le temps?



AGNÈS GRUDA

## DES NOUVELLES DU MONDE

agrada@lapresse.ca

Prenez un couple au bord de la crise de nerfs. Lui veut absolument vivre en banlieue avec la tondeuse, le chien et le barbecue. Elle préfère leur condo en ville avec le gym et une vue sur les toits. Le conflit s'envenime, les portes claquent et les enfants pleurent.

Alertés par le bruit, les voisins font irruption, cassent quelques meubles, séparent les belligérants puis imposent leurs conditions: désormais, fini la chicane. Pour l'instant, la famille reste dans le condo, sous supervision étroite d'un commando de palier. Pour le litige de fond, on verra plus tard.

Le temps passe. L'homme veut toujours son bungalow, la femme refuse de bouger. Exception faite de quelques coups de pied sous la table, tout semble calme. Mais attendez que les voisins s'en aillent...

La comparaison a ses limites, bien sûr, mais c'est un peu la situation qui a cours au Kosovo, six ans après l'intervention militaire de l'OTAN qui a mis fin au conflit entre la minorité serbe et la majorité albanaise de cette province du sud de la Serbie.

Les Serbes, qui composent 10% de sa population, la considèrent comme le berceau de leur culture. Les Albanais, longtemps réprimés par Belgrade, aspirent à l'indépendance.

À la fin des années 90, le conflit du Kosovo avait terminé le cycle des guerres des Balkans qui ont fait éclater l'ex-Yougoslavie. Une tutelle

internationale a mis le bouillon kosovar au frais. Mais depuis quelque temps, les signes d'instabilité se multiplient. Il y a un an, une explosion de violence a fait 19 morts et un millier de blessés. Début mars, le président du Kosovo, l'intellectuel albanais Ibrahim Rugova, a échappé de peu à un attentat à la bombe. En octobre, les Serbes ont boycotté les élections provinciales. Ils n'ont aucun représentant au gouvernement. La cassure est complète; la blessure n'a jamais été cicatrisée.

C'est dans ce contexte explosif que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a inculpé, début mars, le premier ministre du Kosovo, Ramush Haradinaj, accusé de crimes de guerre.

Paradoxalement, au cours des derniers mois, cet homme de 36 ans, qui a dirigé un commando militaire pendant le conflit, avait réussi à insuffler un peu d'espoir dans ce coin de pays, considéré comme le «trou noir de l'Europe». Mais au lendemain de son inculpation, Ramush Haradinaj a démissionné. Depuis, tout le Kosovo retient son souffle.

«Si le Kosovo garde sa structure politique et économique actuelle, nous aurons une explosion sociale dans les six mois», affirmait un éditeur kosovar, Veton Surroi, peu de temps avant l'inculpation de Ramush Haradinaj. Désormais, une petite étincelle suffirait pour embraser cette province collée sur d'autres pays instables: la Bosnie, l'Albanie, la Macédoine... Avec tous les risques de contagion que cela implique.

Des milices armées se sont formées dans l'ouest de la province, raconte Alex Anderson, représentant de l'International Crisis Group et

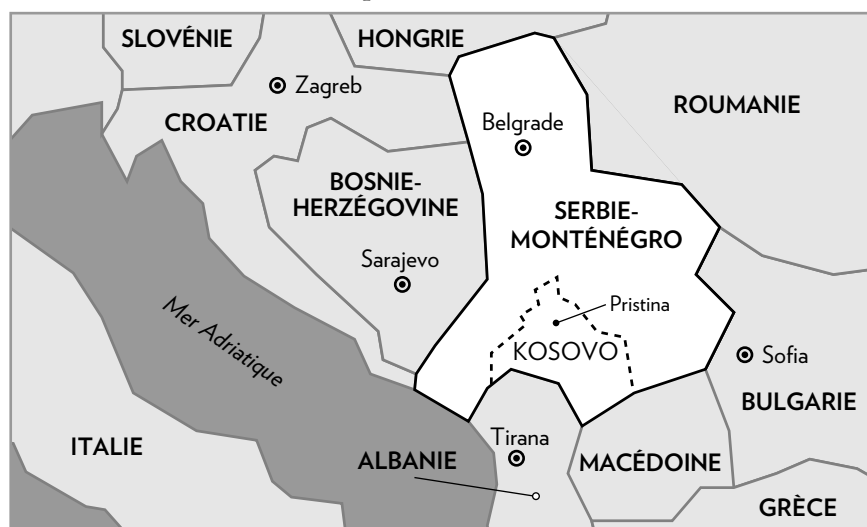
Kosovo. Pour l'instant, ces hommes attendent de voir s'ils peuvent tirer profit du vacuum politique actuel. Les plus cyniques pensent que seule une éruption de violence forcera la communauté internationale à amorcer enfin les négociations sur le statut final du Kosovo !

Or, violence ou pas, c'est l'impasse. Le gouvernement de Belgrade veut garder le Kosovo. La population albanaise ne veut rien de moins qu'un pays. Quant à la minorité serbe, elle vit en grande partie dans des enclaves qui, en cas de sécession de la province, voudront se rattacher à la Serbie. Or, pour Alex Anderson, la partition, c'est le pire des scénarios: «Rappelez-vous l'Inde et le Pakistan», dit-il.

«Je crois qu'il y a une limite à garder un endroit dans les limbes», avait noté l'envoyé spécial de l'ONU, Soren Jesen-Petersen, après une visite au Kosovo l'été dernier.

Le constat, à plusieurs nuances près, vaut aussi pour le Proche-Orient, où le processus de paix amorcé en 1993 était fondé sur la théorie des petits pas, selon laquelle les discussions sur les enjeux de fond étaient sans cesse repoussées à plus tard. Pour reprendre l'analogie du couple, il y a eu une médiation dans laquelle on a réglé quelques vécilles et décidé qui va sortir les poubelles ou acheter le papier hygiénique. Mais dès qu'on a touché au coeur du litige, tout a explosé. Aujourd'hui, plusieurs croient que cette stratégie a été une erreur et qu'il aurait mieux valu prendre de front les questions fondamentales.

Deux exemples, même constat: les grands conflits ne disparaissent pas parce qu'on les balaie sous le tapis. Au mieux, ils se figent. Au pire, ils dégènèrent. Comme les couples.



## L'ACTUALITÉ EN QUESTIONS

## Irak: une route semée d'embûches

## ISABELLE HACHEY

Après deux mois d'impasse, les politiciens irakiens se sont finalement entendus, cette semaine, sur le choix d'un nouveau président. Mais le chemin vers la démocratie est encore long. Long et dangereux.

**Q** Où en sommes-nous dans le processus politique irakien ?

**R** Le 6 avril, le Parlement, issu du scrutin du 30 janvier, a choisi le leader kurde Jalal Talabani comme nouveau président de l'Irak — un poste influent, bien que largement honorifique. M. Talabani, 72 ans, est ainsi devenu le premier Kurde à la tête de ce pays majoritairement arabe.

Cette décision met un terme à neuf semaines d'impasse, pendant lesquelles les factions chiite et kurde, principales forces politiques du pays, n'arrivaient à s'entendre ni sur le choix d'un président ni sur la composition d'un gouvernement — d'autant moins qu'elles devaient y inclure les Arabes sunnites, prédominants à l'époque de Saddam Hussein, mais marginalisés après avoir boycotté les élections de janvier.

**Q** Qu'est-ce qui explique une si longue impasse ?

**R** La Constitution intérimaire irakienne, adoptée l'an dernier par des leaders sélectionnés par les forces d'occupation, exige que

les deux tiers des 275 parlementaires s'entendent sur le choix du président et du cabinet. Cette mesure confère énormément de pouvoir aux minorités.

Certains y voient une tentative américaine d'imposer un modèle néocolonial, question de continuer à influencer sur le cours des choses. Pour la militante de gauche Naomi Klein, Washington est «terrifié par la perspective d'un Irak dirigé par une majorité d'Irakiens». Voilà pourquoi il a donné à ses alliés kurdes le pouvoir de faire échouer les décisions parlementaires qui auraient le malheur de l'indisposer.

Les défenseurs du système estiment pour leur part que c'est la seule façon de parvenir à un compromis entre des groupes ethniques et religieux qui ont longtemps été divisés. Il n'est d'ailleurs pas inhabituel de garantir certains pouvoirs aux minorités des pays jadis déchirés par les guerres ou les dictatures. C'est le cas, par exemple, au Liban, en Serbie et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est.

**Q** Deux ans après la chute de Bagdad, assiste-t-on au début de la fin de l'insurrection ?

**R** Il est trop tôt pour le dire. Les optimistes espèrent que le scrutin de janvier, combiné à la consolidation des forces de sécurité irakiennes, viendront à bout d'une rébellion qui ne bénéficie pas du réel soutien de la population puisqu'elle n'offre pas de solution rechange. Les pessimistes jugent

que les insurgés conservent la capacité de causer d'énormes dégâts et que les institutions irakiennes sont encore trop faibles pour les combattre avec efficacité.

Bien que les autorités américaines affirment que les attentats suicide ont diminué depuis les élections, l'organisme irakien Body Count (non officiel) estime que le nombre de victimes civiles est passé de 328 à 543 entre novembre et février. Depuis quelques semaines, l'Irak est aussi le champ de bataille de groupes d'insurgés plus imposants que jamais.

Il est vrai, toutefois, que les victimes sont de moins en moins nombreuses dans les rangs de l'armée américaine: 125 soldats tués en novembre, contre 19 en mars. Cette baisse s'explique par le fait que les États-Unis cèdent peu à peu le terrain aux forces de sécurité irakienne, qui déplorent au moins 106 morts en février.

**Q** Quelle sera la suite des choses ?

**R** Le premier ministre de l'Irak sera le chiite Ibrahim Jafari, l'un des dirigeants du parti islamiste Dawa. La principale tâche de son gouvernement de transition sera de rédiger une Constitution permanente d'ici la fin du mois d'août, et d'ouvrir la voie aux élections de décembre. Il lui faudra de la patience et du courage car, à en juger par le chemin parcouru jusqu'ici, sa route sera semée des pires embûches.